



Certifié exécutoire,  
compte tenu de la transmission  
en Préfecture  
Le 11/10/2024  
de la publication  
Le 14 OCT 2024

24-349

Pour le Maire de Choisy-le-Roi  
et par délégation,  
Denis BARANGER  
Directeur Général des Services



VILLE DE CHOISY-LE-ROI

DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE (94)

## MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

Passé en procédure adaptée, sans publicité ni mise en concurrence préalables  
en application de l'article R2122-8 du code de la Commande Publique

### ACTE D'ENGAGEMENT (AE) VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

## MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE AUX TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHEITE SUR 4 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE

N° de marché :

--	--	--	--	--	--	--	--

## SOMMAIRE

<b>1. IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS</b>	<b>4</b>
<b>2. OBJET DU MARCHE</b>	<b>5</b>
2.1. CONTEXTE	5
2.2. CONSISTANCE DES TRAVAUX RELATIFS A L'ETAT STRUCTUREL ET D'ETANCHEITE DES PARKINGS SOUTERRAINS	5
2.2.1- PARKING DU MARCHE	5
2.2.2- PARKING DE LA MAIRIE	5
2.2.3- PARKING JEAN JAURES	6
2.2.4- PARKING DU PORT	7
2.3. DECOMPOSITION ET EN TRANCHES ET LOTS	7
2.4. CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	7
2.5. CONDUITE D'OPERATION	9
2.6. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	9
2.7. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	9
<b>3. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION</b>	<b>9</b>
3.1. DUREE DU MARCHE	9
3.2. DELAIS D'EXECUTION	10
3.3. PRECISIONS SUR LE NOMBRE DE REUNIONS OBLIGATOIRES	12
3.4. PRECISIONS SUR LES COMPETENCES TECHNIQUES REQUISES ET LA COMPOSITION DU CANDIDAT OU DU GROUPEMENT	12
<b>4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</b>	<b>13</b>
<b>5. PRIX</b>	<b>13</b>
5.1. FORME ET CONTENU DU PRIX	13
5.2. MONTANT DU MARCHE	13
5.3. MODALITES DE VARIATION DES PRIX	13
<b>6. MODE DE REGLEMENT – PAIEMENT</b>	<b>14</b>
6.1. AVANCE	14
6.2. ACOMPTES	14
6.3. MODALITES DE REGLEMENT DES ACOMPTES	14
6.4. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	14
<b>7. DELAIS D'EXECUTION – PENALITES PHASE « ETUDES »</b>	<b>14</b>
<b>8. PHASE « TRAVAUX »</b>	<b>15</b>
8.1. VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS	15
8.2. VERIFICATION DU PROJET DE DECOMPTES FINAL DE L'ENTREPRENEUR	15
8.3. INSTRUCTION DU MEMOIRE DE RECLAMATION	16
<b>9. COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX</b>	<b>16</b>
<b>10. COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX</b>	<b>16</b>
<b>11. COUT DE REALISATION DES TRAVAUX</b>	<b>17</b>
<b>12. MESURES CONSERVATOIRES</b>	<b>17</b>

Accusé de réception en préfecture  
0961219602223-2024-101126-019-CC  
Date de télétransmission : 11/10/2024  
Date de réception en préfecture : 11/10/2024

<u>13.</u>	<u>ORDRES DE SERVICE</u>	<u>17</u>
<u>14.</u>	<u>PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL</u>	<u>17</u>
<u>15.</u>	<u>SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX</u>	<u>17</u>
<u>16.</u>	<u>ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>18</u>
<u>17.</u>	<u>ACHEVEMENT DE LA MISSION</u>	<u>18</u>
<u>18.</u>	<u>PRECISIONS CONCERNANT LE DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)</u>	<u>18</u>
<u>19.</u>	<u>RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>18</u>
19.1.	RESILIATION DU MARCHE DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	18
19.2.	RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS	18
<u>20.</u>	<u>CLAUSES DIVERSES</u>	<u>19</u>
20.1.	CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT	19
20.2.	SAISIE-ATTRIBUTION	19
20.3.	ASSURANCES	19
20.4.	DROIT ET LANGUE	19
20.5.	DECISION DE POURSUIVRE	19
20.6.	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	20
<u>21.</u>	<u>TRIBUNAL COMPETENT</u>	<u>20</u>
<u>22.</u>	<u>NOTIFICATION DE DOCUMENTS (MARCHE, AVENANTS ...)</u>	<u>20</u>
<u>23.</u>	<u>DEROGATIONS AU C.C.A.G.</u>	<u>20</u>



## 1. Identification des cocontractants

Le présent marché est passé par :

La Ville de Choisy-le-Roi

Hôtel de Ville

Place Gabriel Péri

94 600 Choisy-le-Roi

Représenté par son Maire Monsieur : Tonino Panetta agissant en vertu de la délibération n° 21.020 du Conseil Municipal du 10 février 2021

Comptable assignataire des paiements : Monsieur le trésorier des Finances – 9 rue Christophe Colomb – 94310 ORLY

Avec :

La Société **SO.LI.DE (SARL)**

Représenté par (nom, prénom) **M. Manuel GINES**, agissant en qualité de **GERANT**

Domicilié : **38 rue du Général Malleret Joinville – Bât. C1 – 94400 VITRY S/SEINE**

N° de téléphone : **01 43 91 13 00**

E-mail : [solide@solide.fr](mailto:solide@solide.fr)

Numéro d'identité SIRET **440 518 801 00020**

Code APE **7112B**

### Personne en charge de l'exécution des prestations :

**M. Nicolas HEURTAUX** (sous couvert de *M. Manuel GINES*)

qui exerce la mission de : **Chargé d'Affaires Maîtrise d'œuvre**

et qui est joignable au :

Tel fixe : **01 43 91 13 00** Tel portable : **06 40 69 82 55**.

mail : [solide@solide.fr](mailto:solide@solide.fr)

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire s'engage à ce que la/les personne(s) nommément désignée(s) au sein de son mémoire technique comme étant affectées à la réalisation des prestations le soi(en)t pour toute la durée d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, dans le cas où l'une de ces personnes ne serait plus en mesure d'assurer les prestations objet du marché, le titulaire doit :

— en aviser, sans délai, le représentant de la Commune et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

— proposer au représentant de la Commune un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour proposer un autre remplaçant.

AEVCCP	DR : SUBB POLE INFRA	MISSION DE MŒ TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHEITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	4	/	23	
--------	-------------------------	---	---	---	----	---

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié sans indemnisation du titulaire.

## 2. Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières est un marché de maîtrise d'œuvre relatif aux **travaux structurels et d'étanchéité sur 4 parkings souterrains de la Ville**.

**Lieu(x) d'exécution** : Choisy-le-Roi

### 2.1. Contexte

Les 5 parkings souterrains de la Ville sont gérés actuellement par une régie d'exploitation directe, dans le cadre des dispositions relatives au service public à caractère industriel et commercial.

La Ville prévoit d'externaliser la gestion des parkings couverts. Une procédure de passation d'un contrat de Délégation de Service Public est en cours. Le choix d'un délégataire est prévu au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

La Ville a lancé un audit technique sur les 5 parkings. Le résultat de cet audit préconise la nécessité de réaliser d'importants travaux de structure, d'étanchéité, d'accessibilité et de mise à niveau de la sécurité incendie et des installations techniques et le renouvellement des équipements existants.

Ces travaux sont à la charge de la Ville. Ils doivent être réalisés préalablement à la mise en place du contrat de DSP.

### 2.2. Consistance des travaux relatifs à l'état structurel et d'étanchéité des parkings souterrains

#### 2.2.1- Parking du Marché

##### Généralités :

Le parking du Marché se situe au 8 avenue Jean Jaurès à Choisy-Le-Roi.

L'entrée et sortie véhicules s'effectue par l'avenue Jean Jaurès.

L'accès est partagé avec le parking privé Valophis.

Ce parking comporte 120 places (dont 5 places PMR localisées au niveau -1) réparties sur 4 niveaux.

L'accessibilité PMR s'effectue par un ascenseur desservant tous les niveaux.

Le parking comporte 1 escalier de secours encloisonné donnant directement sur l'extérieur et des escaliers reliant 2 niveaux non encloisonnés.

##### Travaux à réaliser :




- Le plancher bas présente des dégradations des bétons (présence de fissures) dont l'origine est sans doute due à des remontées d'eau. Les caniveaux aco-drains sont également dégradés.

Préconisations : Grenaillage de la totalité du niveau -4 - Passivation des fers si besoin - Reprise des bétons avec forme de pente vers caniveaux et grille pompe de relevage - Reprise de l'étanchéité des caniveaux et remplacement des grilles.

#### 2.2.2- Parking de la Mairie

##### Généralités :

Le parking de la Mairie se situe au 10 avenue Anatole France à Choisy-le-Roi.

AEVCCP	Dir : SURB POLE INFRA	MISSION DE MOE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHÉITÉ DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	<div>Accusé de réception en préfecture 2023-20241011-24-349-CC Date de télétransmission : 11/10/2024 Date de réception en préfecture : 11/10/2024</div> <table><tr><td data-bbox="1220 2040 1276 2098">5</td><td data-bbox="1276 2040 1316 2098">/</td><td data-bbox="1316 2040 1364 2098">23</td><td data-bbox="1364 2040 1517 2098"></td></tr></table>	5	/	23	
5	/	23					



L'entrée et sortie véhicules s'effectue par l'avenue Anatole France.

Ce parking comporte 155 places (dont 4 places PMR) réparties sur 1 niveau.

L'accessibilité PMR s'effectue depuis l'entrée du 10 avenue Anatole France.

Le parking comporte :

- 2 escaliers de secours donnant directement sur l'extérieur.
- 1 sas d'accès à une résidence de logements.

Travaux de structure à réaliser :

- La structure est constituée de poteaux et poutres en béton armé et de planchers précontraints recevant l'esplanade.

Suite à l'incendie survenu en 2018 à l'intérieur du parking, le plancher haut et les poteaux ont subi de fortes dégradations.

Préconisations de travaux : Nettoyage complet des zones impactées et toutes zones nécessitant un nettoyage – Relevé des dégradations, fissures et béton dégradés – Piochage des bétons – Passivation des aciers – Reprise des bétons.

- Un problème d'étanchéité des joints de dilatation et du parvis a entraîné des dégradations au droit des poutres en PH.

Préconisations : Piochage des bétons dégradés – Passivation des fers dégradés – Vérification de la stabilité de la structure au droit des dégradations les plus importantes – Reprise des bétons.

- Dégradations au droit du plancher bas du parking dues à des problèmes d'infiltration. Fers apparents sur le cheminement voitures.

Préconisations : Grenailage des sols dégradés – Passivation des fers corrodés - Enrobages des aciers (sup à 3cm) – Création de bourrelés béton à l'entrée du parking – Rebouchage des parois.

- Présence de passage de gaines et réseaux de section supérieur à 125 mm étrangers au parking de stationnement Mairie.

Préconisations : obligation d'encoffrement.

Travaux d'étanchéité à réaliser :

Préconisations : Reprise d'étanchéité de la dalle et traitement des joints de dilatation en surface afin d'éviter les infiltrations et dégradations - Nettoyage et remplacement des grilles de caniveaux - Traitement des joints de dilatation - Pose d'avaloirs – Pose de pavés.

### 2.2.3- Parking Jean Jaurès

Généralités :

Le parking Jean Jaurès se situe rue Jean Jaurès à Choisy-Le-Roi.

L'entrée et sortie véhicules s'effectue par la rue de la Poste et une entrée principale des véhicules sur la rue Jean Jaurès.

Ce parking comporte 191 places (dont 5 places PMR), réparties sur un niveau et séparées en 3 compartiments :

Parking Jaune : 92 places.

Parking Violet : 22 places.

Parking Vert : 79 places.

L'accessibilité PMR s'effectue depuis l'escalier principal de l'esplanade.

Le parking comporte 6 escaliers de secours donnant directement sur l'extérieur ou dans la galerie commerciale Rouget de Lisle.

Travaux de structure à réaliser :

- Structure béton du plancher haut floqué. Chute de plaque de flocage au droit d'une partie du parking (dans le compartiment 3) ayant subi des infiltrations.

AEVCCP	DR SURB POLE INFRA	MISSION DE MDE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHÉITE DES 3 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	6	/	23	
--------	-----------------------	--	---	---	----	---

Préconisations : Enlèvement du flocage existant sur la zone – Recherche de fuite avant repose du flocage.

- Frottement des véhicules hauts sur certaines poutres.

Préconisations : Reprise ponctuelle de flocage au droit de ces poutres.

Travaux d'étanchéité à réaliser :

Préconisations : Recherche de fuite sur canalisations ou étanchéité – Reprise d'étanchéité au droit des joints de dilatation.

#### 2.2.4– Parking du Port

Généralités :

Le parking du Port se situe au 32 rue Fernand Dupuy à Choisy-Le-Roi.

L'entrée et sortie véhicules s'effectue par le quai Fernand Dupuy.

Ce parking comporte 142 places (dont 3 places PMR), réparties sur 5 niveaux et demi.

L'accessibilité PMR s'effectue par le niveau 2 et un ascenseur desservant tous les niveaux.

Le parking comporte 2 escaliers de secours donnant directement sur l'extérieur.

Travaux d'étanchéité à réaliser :

Présence de nombreuses infiltrations et fuites. Des recherches de fuites sur canalisations ou défaut étanchéité sont en cours pour identifier leur provenance et prévoir les travaux d'étanchéité en conséquence.

#### 2.3. Décomposition et en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. Il n'est pas prévu de PSE.

#### 2.4. Contenu des éléments de mission

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément à :

- La loi n° 85-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

- Le décret n° 93-1268 du 29 Novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;

- L'arrêté du 21 Décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

Le présent marché est constitué des éléments suivants, par référence à l'offre technique du titulaire :

Eléments de mission témoin :

Code	Désignation
<b>DIA</b>	<b>Etudes de diagnostic :</b>  - Etablir un état des lieux  - Procéder à une analyse technique sur la résistance de la structure et sur les dispositifs d'étanchéité  - Proposer, éventuellement, des méthodes de réparation ou de confortement assorties de délais de réalisation et de mise en œuvre.  Le maitre d'œuvre devra : soit réaliser un diagnostic ou, à minima, valider les audits techniques portant sur le relevé des équipements structurels et d'étanchéité des parkings souterrains réalisés en avril 2023 et qui seront fourni comme données d'entrée.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20241011-24-349-CC  
Date de télétransmission : 11/10/2024

Date de réception en préfecture : 11/10/2024

AEVCCP	DR : SURB POLE INFRA	MISSION DE MOE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHEITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	7	1	23	
--------	-------------------------	--	---	---	----	---



Code	Désignation
<b>AVP</b>	<b>Etudes d'Avant-Projet</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'un dossier AVP comprenant une ou plusieurs solutions d'ensemble</li> <li>- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation</li> <li>- Arrêter en plans et coupes, les dimensions de l'ouvrage</li> <li>- Etablir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés</li> </ul>
<b>PRO / DCE</b>	<b>Etudes de projet :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'un dossier Projet comprenant les éléments de consultation à destination des entreprises et toute note technique s'y référant</li> <li>- Etablir un coût prévisionnel des travaux</li> <li>- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage</li> </ul>
<b>ACT</b>	<b>L'Assistance à la passation des contrats de travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparer le dossier de consultation des entreprises (DCE)</li> <li>- Analyser les candidatures et les offres</li> <li>- Préparer les mises au point permettant la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage</li> </ul>
<b>VISA</b>	<b>Visa des Etudes d'exécution :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Valider tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier ainsi que les plans de synthèse correspondants</li> <li>- Etablir le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux</li> <li>- Délivrer des visas à chaque pièce produite par les entreprises</li> </ul>
<b>DET</b>	<b>Direction de l'exécution des travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées</li> <li>- Délivrer tous ordres de service (sauf ceux qui ont une incidence budgétaire), établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du contrat de travaux, procéder aux constats contradictoires et organiser et diriger les réunions de chantier</li> <li>- Vérifier les factures et le(s) décompte(s) général/aux des travaux*</li> <li>- Traiter la/les réclamation(s) de l'/des entreprise(s)</li> </ul>
<b>AOR</b>	<b>Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser les opérations préalables à la réception des travaux</li> <li>- Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée</li> <li>- Procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage</li> <li>- Constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation</li> <li>- Assurer l'intervention pendant la garantie de parfait achèvement</li> </ul>

Accusé de réception en préfecture  
094-21940223-20241011-24-349-CC  
Date de télétransmission : 11/10/2024  
Date de réception en préfecture : 11/10/2024



Code	Désignation
OPC	<b>Ordonnancement, Coordination et Pilotage du chantier :</b> - Analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques - Harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves et de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Le contenu complet de chaque élément est celui qui figure à l'annexe III de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie d'ouvrages Infrastructure et ouvrages de Bâtiment.

\* Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les personnes publiques sont dans l'obligation d'accepter toutes les factures électroniques. De plus, les entreprises doivent, selon leur taille et le calendrier fixé par le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, émettre leurs factures sous forme dématérialisée.

Dans la mesure où les entreprises titulaires des marchés de travaux sont susceptibles d'être soumises à l'obligation de présenter leurs factures sous forme dématérialisée, **le maître d'œuvre a l'obligation de s'inscrire sur le portail de facturation Chorus Pro pour contrôler et valider les pièces de la liquidation transmises par les entreprises de travaux.**

Les modalités d'intervention des différents types d'acteurs, dont le maître d'œuvre, dans le processus de gestion des factures de travaux sur le portail Chorus Pro sont décrites sur le site d'information de Chorus Pro accessible à l'adresse URL suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>

## 2.5. Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le Maître d'Ouvrage.

## 2.6. Ordonnancement, Pilotage et Coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission O.P.C. est confiée au maître d'œuvre.

## 2.7. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Sous réserve des études de projet, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, si elle s'avère nécessaire. Le nom du coordonnateur SPS ainsi que le niveau de la mission seront alors communiqués au maître d'œuvre.

Cette mission comprendra une intervention au stade de la conception du projet ainsi qu'à celui de sa réalisation.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur SPS toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

# 3. Durée du marché et délai d'exécution

## 3.1. Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification. La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de parfait achèvement.

AEVCCP		DIR : SURB POLE INFRA	MISSION DE MOE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHEITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	Accusé de réception en préfecture 094-219400223-20241011-24-349-CC Date de télétransmission : 11/10/2024 Date de réception en préfecture : 11/10/2024		0	/	23	
--------	--	--------------------------	--	--	--	---	---	----	---

### 3.2. Délais d'exécution

Précision sur les délais propres à la phase DIA :

Nature de l'étude	Décomposition en partie d'élément	Point de départ	Délai	Achèvement
Diagnostic	Fourniture du diagnostic ou à minima, valider le diagnostic réalisé en 2022 et qui sera fourni comme donnée d'entrée	La réception de la commande	2 semaines	L'acceptation du diagnostic par le maître d'ouvrage

Précision sur les délais propres à la phase AVP :

Nature de l'étude	Décomposition en partie d'élément	Point de départ	Délai	Achèvement
Etudes d'Avant-Projet	Fourniture du dossier AVP	La réception du diagnostic fourni par le maître de l'ouvrage	3 semaines	L'acceptation de l'Avant-Projet par le maître d'ouvrage

Précision sur les délais propres à la phase PRO / DCE :

Nature de l'étude	Décomposition en partie d'élément	Point de départ	Délai	Achèvement
Etudes de Projet	Fourniture du dossier PRO	La validation de l'AVP par le maître de l'ouvrage	3 semaines	L'acceptation du projet par le maître d'ouvrage

Précision sur les délais propres à la phase ACT :

Nature de l'étude	Décomposition en partie d'élément	Point de départ	Délai	Achèvement
Assistance à la passation des marchés de Travaux	Fourniture du CCTP	L'acceptation du PRO par le maître d'ouvrage	1 semaine	
	Analyser les candidatures et les offres	La date limite de remise des offres	2 semaines	Remise du rapport d'analyse des offres

N.B. la notification au titulaire du marché ne vaut pas Ordre de Service pour la commande de travaux. Un Ordre de Service distinct à cet effet sera produit et envoyé par le maître de l'ouvrage.

Précision sur les délais propres à la phase VISA :

Nature de l'étude	Décomposition en partie d'élément	Point de départ	Délai	Achèvement
	Valider les plans d'exécution	Envoi de l'ordre de service pour la commande des travaux	5 jours	

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20241011-24-349-CC  
Date de télétransmission : 11/10/2024  
Outre de réception en préfecture : 11/10/2024

Visa des Etudes d'exécution	Etablir le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux		5 jours	
	Délivrer des visas à chaque pièce produite par les entreprises		5 jours	La transmission du document visé <u>L'élément « visa » est considéré comme totalement achevé à la réception des travaux</u>

Précision sur les délais propres à la phase DET :

Nature de l'étude	Décomposition en partie d'élément	Point de départ	Délai	Achèvement
Direction de l'Exécution des Travaux	La délivrance des ordres de service à l'entreprise suite aux décisions du maître d'ouvrage	La notification de la décision du maître de l'ouvrage	2 jours sauf en cas d'urgence	La notification de l'ordre de service à l'entreprise
	Compte-rendu de réunion de chantier (au minimum une réunion hebdomadaire)	Date de la réunion	48 heures après la réunion	La transmission du compte-rendu au maître d'ouvrage
	Situation des travaux et décompte général et définitif des travaux	Date de réception de la facture par le maître de l'ouvrage	5 jours	La transmission de la facture au maître de l'ouvrage
	La réclamation de l'entreprise	La transmission de la réclamation par l'entreprise	10 jours	La transmission du projet de réponse au maître de l'ouvrage

Précision sur les délais propres à la phase AOR :

Nature de l'étude	Décomposition en partie d'élément	Point de départ	Délai	Achèvement
Assistance lors des Opérations de Réception et pendant la garantie de parfait achèvement	Les opérations préalables à la réception	La demande de réception de l'entreprise	2 semaines	La notification au titulaire de la proposition de réception conformément aux dispositions de l'article 41.2 du CCAG-Travaux
	Le dossier des ouvrages exécutés	Au plus tard, à la notification de la décision de réception par le maître de l'ouvrage		
	L'intervention pendant la garantie de parfait achèvement	L'ordre de service prescrivant la demande d'intervention	2 semaines	Cette phase est considérée comme totalement achevée à la fin du délai de parfait achèvement ou sa prolongation conformément aux dispositions des articles 44-1 et 44-2

AEVCCP	Dir : SURB POLE INFRA	MISSION DE MŒ TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHÉITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	Accusé de réception en préfecture 094-218400223-20241011-24-348-CC Date de télétransmission : 11/10/2024 Date de réception préfecture : 11/10/2024	
			11	23



La validation de chaque phase se fera par mail adressé par un représentant du maître d'ouvrage dûment habilité.  
 Tout retard du fait du titulaire entraînera l'application sans mise en demeure de la pénalité prévue à l'article 7 du présent CCP.

### 3.3. Précisions sur le nombre de réunions obligatoires

- Quatre réunions minimum sont prévues pour la phase « Etudes » :
  - \* Une au lancement du marché (notification).
  - \* Une à la remise de l'élément de mission DIA ou le rapport déjà réalisé par le maître d'ouvrage validé.
  - \* Une à la remise de l'élément de mission AVP.
  - \* Une à la remise de l'élément de mission PRO.
- Une réunion minimum avant la publication du DCE.
- Une réunion minimum lors de la réception des offres.
- Une réunion minimum à l'issue de l'analyse des offres.
- Une réunion minimum pour le lancement de la période de préparation.
- Une réunion minimum pour le lancement des travaux.
- Une réunion hebdomadaire minimum pour le suivi des travaux.
- Une réunion minimum lors des opérations préalables à la réception des travaux.
- Une réunion minimum lors des opérations de réception des travaux.

### 3.4. Précisions sur les compétences techniques requises et la composition du candidat ou du groupement

Concernant les compétences techniques requises :

Il est demandé au candidat ou au groupement d'avoir une expérience significative en ingénierie de Bâtiment et en ingénierie de Voirie et Réseaux Divers, au travers de 3 références correspondant à des opérations réalisées ou en cours de réalisation, datant de moins de 3 ans comprenant :

- Le nom et le lieu de l'opération
- La nature de l'opération
- Les particularités de l'opération
- Le stade de l'opération
- Le montant des travaux et de la prestation exécutée
- Le nom du maître d'ouvrage
- Les missions assurées

Conformément aux articles R.2143-5 R.2143-11 et R.2143-12 du code de la commande publique, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Concernant la composition du candidat ou du groupement :

L'équipe projet pluridisciplinaire présentée doit être composée, à minima de :

- Un Chef de Projet ouvrage de Bâtiment confirmé
- Un Chef de Projet VRD confirmé.

AEVCCP	DIR : SURB POLE INFRA	MISSION DE MOE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHEITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	12	23	<div> <div>Accusé de réception en préfecture</div> <div>094-21940223-20241011-24-349-CC</div> <div>Date de l'élaboration : 11/10/2024</div> <div>Date de réception en préfecture : 11/10/2024</div> </div> 
--------	--------------------------	--	----	----	--

#### 4. Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous énumérés par ordre décroissant d'importance et de priorité :

- Le présent Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Particulières (AE valant CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les dispositions relatives à la maîtrise d'ouvrage publique figurant dans le Code de la Commande publique ;
- La note méthodologique remise par le titulaire à l'appui de son offre ;
- La composition de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations avec mention des compétences et expériences de chaque intervenant ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

#### 5. Prix

Les prix du présent marché sont établis hors T.V.A.

##### 5.1. Forme et contenu du prix

Le marché est traité à prix forfaitaire, en application de l'article R2112-6 du code de la commande publique.

Le prix est réputé comprendre tous les frais nécessaires à l'exécution d'une prestation soignée et notamment :

- Toutes les charges fiscales, sociales ou autres frappant la prestation ;
- Les frais d'assurance, les frais de rémunération du personnel, les frais de reprographie ;
- Les frais de déplacements et frais annexes (frais de transports, de restauration, d'hébergement du personnel...) ;
- Les frais mis en œuvre pour la tenue des réunions non fixées au présent marché mais devenues nécessaires au cours de l'exécution du marché

##### 5.2. Montant du marché

Les prestations prévues au marché seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant hors taxe : 38 750,00 €

TVA (taux de 20 %) : 7 750,00 €

Montant TTC : 46 500,00 €

##### 5.3. Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie du Développement durable, des Transports et du Logement et choisi en raison de sa structure est l'index INGE Ingénierie

AEVCCP	DIR : SURS POLE INFRA	MISSION DE M&E TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHÉITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	13	/	23	
--------	--------------------------	--	----	---	----	---

## 6. Mode de règlement – Paiement

### 6.1. Avance

Aucune avance ne sera versée.

### 6.2. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques

#### Echéancier de paiement des acomptes

Les prestations ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément de mission et validation par le maître de l'ouvrage.

Le mode de règlement proposé par la collectivité est le virement au compte indiqué ci-dessous.

La personne publique contractante se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant (**joindre un RIB impérativement**) :

*Ouvert au nom de SO.LI.DE*

*Domiciliation : SG COURBEVOIE CA ENT (03829)*

*Code banque : 30003. Code guichet : 03829 N° de compte : 00020124282 Clé RIB : 86*

*IBAN : FR76 3000 3038 2900 0201 2428 286*

*BIC : SOGEFRPP*

### 6.3. Modalités de règlement des acomptes

Les modalités de règlement des comptes seront réglées au titulaire selon les dispositions de l'article 11 du C.C.A.G.-P.I.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les pourcentages de chaque élément de mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

### 6.4. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 7. Délais d'exécution – Pénalités phase « Etudes »

Le titulaire doit respecter les délais indiqués dans le présent document pour chaque remise de livrable.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, les pénalités de retard dans l'exécution des éléments de mission s'élève à 5% du prix de l'élément de mission concerné par jour calendaire de retard. Lorsque les délais sont exprimés en semaine, le point de départ du retard est le lundi de la semaine suivante.

AEVCCP	DIR : SURB POLE INFRA	MISSION DE MOE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHÉITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	14	/	23	
--------	--------------------------	--	----	---	----	---

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20241011-24-349-CC  
Date de transmission : 11/10/2024  
Date de réception : 11/10/2024



Les pénalités sont dues sans mise en demeure et cumulables entre elles jusqu'à 40% du montant du marché. Lorsque le taux de pénalité précité est dépassé, le marché est immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire. Alors les pénalités restent dues auxquelles pourront être ajoutés les surcoûts issus de l'application de l'article 36 du CCAG/PI.

Les documents d'études et le dossier des ouvrages exécutés sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération envisagée. Ces documents sont à remettre en trois exemplaires papiers et un exemplaire informatique PDF.

Par dérogation à l'article 26 du C.C.A.G.-P.I., le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle ces documents lui seront présentés.

Par dérogation aux articles 26.2 et 26.5 et en application de l'article 27 du C.C.A.G.-PI, aucune acceptation tacite des livrables n'est admise. Le titulaire devra solliciter le maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours après avoir remis un livrable afin d'obtenir la décision (de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet) relative à ce dernier. Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document à réceptionner.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

## 8. Phase « Travaux »

### 8.1. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 13 du C.C.A.G.-Travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du C.C.A.G.-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/2000 du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte des travaux correspondant.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

### 8.2. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur


À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du C.C.A.G.-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du C.C.A.G.-Travaux, le décompte général.

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 15 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/2000 du montant du décompte général.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décomptes mensuels et le décompte final ci-dessus dans les

AEVCCP	DIR : SURB POLE INFRA	MISSION DE MOE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHÉITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	15	/	23	
--------	--------------------------	--	----	---	----	---

Accusé de réception en préfecture  
004 219400223 2021101524 115 CC  
Date de réception : 15/10/2024  
Date de réception : 15/10/2024

délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe. Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

### 8.3. Instruction du mémoire de réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation présentés par le titulaire est de 20 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 5/100 du montant initial du marché.

## 9. Coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux à la remise du coût estimatif joint à l'élément de mission PRO.

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière indiquée dans la fiche programmatique en annexe du présent document, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois de remise du dossier des Etudes Projet (m0 Etudes).

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %.

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé ci-dessus.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

## 10. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).


Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP01 (catégorie infrastructure) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'œuvre.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle consultation d'appels d'offres ou

AEVCCP	DR : SURB POLE INFRA	MISSION DE MDE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHEITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	16 / 23	<div data-bbox="1053 1993 1508 2072" style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> <small>           Date de télétransmission : 11/10/2024            Date de réception : 11/10/2024         </small> </div> 
--------	-------------------------	--	---------	--



engager une nouvelle négociation.

## 11. Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du projet.

Le coût de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5,00 %.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué ci-dessus.

Au-delà de ce seuil de tolérance, aucun coût supplémentaire résultant de prestations qui étaient visibles sur site et prévisibles dans l'offre ne sera accepté par le maître de l'ouvrage.

Les entreprises auront libre accès pour visiter l'ouvrage pendant la préparation de leurs offres.

## 12. Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 9, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

## 13. Ordres de service

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur dans les conditions fixées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux. Cependant, il doit recueillir l'accord préalable du maître d'ouvrage pour des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux.
- à la prolongation du délai d'exécution.
- à la décision de poursuivre.
- à la notification du décompte général.
- au choix des matériaux ou des produits de remplacement.
- à la décision d'effectuer des travaux nouveaux.

Une copie de chaque ordre de service, qu'il relève ou non d'une décision du maître de l'ouvrage, lui est transmise simultanément à la délivrance à l'entreprise.

## 14. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

## 15. Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par

AEVCCP	Dir : SURB POLE INFRA	MISSION DE MOE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHÉITE DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	17	23	
--------	--------------------------	--	----	----	---



l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

## 16. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G.-P.I., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques pour chaque élément de mission du présent marché.

## 17. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de «Garantie de parfait achèvement» (prévue à l'article 44.1. 2° alinéa du C.C.A.G.-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## 18. Précisions concernant le dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Pour constituer le DOE, le maître d'œuvre rassemble, au fur et à mesure de l'exécution, les documents produits par les entreprises. Le DOE est remis en trois exemplaires papiers et un exemplaire PDF.

En cas de retard de production par l'entreprise, il informe aussitôt le maître de l'ouvrage et opère la retenue provisoire prévue dans les marchés de travaux sur les prochains décomptes.

Le maître d'œuvre adresse, au coordonnateur SPS, les documents destinés à compléter le dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage (DIUO) prévu à l'article L.4532-16 du Code du Travail.

## 19. Résiliation du marché

### 19.1. Résiliation du marché du fait du maître de l'ouvrage

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le maître d'œuvre percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 5,00 %.

### 19.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers


Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du C.C.A.G.-P.I. avec les précisions suivantes :

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 32 du C.C.A.G.-P.I., la fraction des prestations déjà accomplie par le maître d'œuvre et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 30.1 du C.C.A.G.-P.I.), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 32 du C.C.A.G.-P.I., le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé ci-dessus, ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222- 5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Selon les cas énumérés au CCAG-PI, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du titulaire, et prendre la forme d'une notification. Dans un premier temps la Ville adresse au titulaire un document en contrepartie duquel il annonce

AEVCCP	DR : SURB POLE INFRA	MISSION DE MOE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETAN- CHERMENT DES 1 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	084-218400223-20241011-24-148-CC Date de réception préfecture : 11/10/2024	18	23	
--------	-------------------------	--	---	----	----	---

son intention de résilier le marché. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations à compter de la réception du courrier recommandé. Une fois ce délai expiré, la Ville pourra prononcer à titre définitif la résiliation du marché.

La date de prise d'effet de la résiliation sera fixée par courrier.

En cas de résiliation aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG – PI, il pourra être pourvu, par la Ville de Choisy-le-Roi, à l'exécution des prestations du marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG – PI.

## 20. Clauses diverses

### 20.1. Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans le présent document et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I. sont applicables.

En conséquence, les articles du C.C.A.G.-P.I., traitant de la résiliation aux torts du titulaire et les autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

### 20.2. Saisie-attribution

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du chef du marché et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

### 20.3. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

### 20.4. Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### 20.5. Décision de poursuivre

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

AEVCCP	DR : SURB POLE INFRA	MISSION DE MOE TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETANCHÉITÉ DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	19 / 23
--------	-------------------------	--	---------

Accusé de réception en préfecture  
094-219420223-20241011-24-349-CC  
Date de télétransmission : 11/10/2024  
Date de réception en préfecture : 11/10/2024



## 20.6. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 21. Tribunal compétent

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Melun est compétent en la matière.

## 22. Notification de documents (marché, avenants ...)

La notification du présent marché ainsi que tout autre document contractuel (avenant, ordre de service ...) pourra intervenir par voie dématérialisée par simple mail ou par lettre recommandée. L'adresse mail communiquée dans le Cahier des Clauses Particulières valant Acte d'Engagement servira à avertir le soumissionnaire de la réception du courrier électronique.

## 23. Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- PI, explicitées dans les articles désignés dans le présent CCP, sont apportées aux articles suivants :

L'article 1 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/PI

L'article 4 déroge à l'article 4 du CCAG/PI

L'article 7 déroge aux articles 14.1, 26, 26.2 et 26.5 du CCAG/PI

Les articles 8.1 et 8.2 dérogent aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG/PI

L'article 13 déroge aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG/PI

L'article 19.2 déroge à l'article 32 du CCAG/PI

## ENGAGEMENT DU CANDIDAT

*Fait en un seul original*

A Vitry S/Seine,

Le 6 septembre 2024.

**Signature du candidat**

*Porter la mention manuscrite*

*Lu et approuvé*



## ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

*Est acceptée la présente offre pour valoir  
marché*

A Choisy-le-Roi

Le 10/10/2024

**Signature du représentant du pouvoir  
adjudicateur habilité par la délibération n°  
21.020 du Conseil Municipal du 10 février 2021**



Accusé de réception en préfecture  
094-21940223-20241011-24-349-CC  
Date de télétransmission : 11/10/2024

AEVCCP	DIR : SJRS POLE INFRA	MISSION DE MOI TRAVAUX STRUCTURELS ET D'ETAN	DES 5 PARKINGS SOUTERRAINS DE LA VILLE	20	23
--------	--------------------------	--	--	----	----